

UNE VICTOIRE ICI OU LÀ, C'EST UNE VICTOIRE POUR TOUS ET TOUTES !

La classe ouvrière n'a pas de frontière, affirme-t-on dans nos résolutions de congrès. Mais plus que les textes, ce sont les faits qui comptent et qui font changer les choses. Par l'action collective, par la lutte syndicale, on gagne : En Europe, en Afrique, en Amérique du Sud, en Asie, En Océanie, en Amérique du Nord. Aperçu mondial...



BRÉSIL LICENCIEMENTS ANNULÉS DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE. Fin 2023, plus de 10 000 travailleurs et travailleuses des trois usines General Motors de São José dos Campos, São Caetano do Sul et Mogi das Cruzes ont fait grève. Le mouvement était sous la responsabilité des assemblées générales quotidiennes et coordonné par la Central Sindical e Popular Conlutas. Les grévistes exigeaient l'annulation d'un millier de licenciements, qui venaient d'être signifiés par le patronat. **Après 17 jours de grève, ils et elles ont gagné : un millier de travailleurs et travailleuses ont gardé leur emploi grâce à la lutte, grâce à la solidarité.**



ÉTAT ESPAGNOL VICTOIRE CONTRE LA PRÉCARITÉ, DANS LE SERVICE PUBLIC TÉLÉVISUEL. Soutenue par la section syndicale de la Confederación General del Trabajo, une salariée à qui avait été imposé des contrats à durée déterminée de 2018 à 2023 a désormais le « statut de titulaire à Radio Televisión Madrid ». Ceci, suite à une décision du Tribunal du travail de Madrid, en date du 23 février 2024. La CGT a obtenu que le Tribunal affirme que « la Cour de justice de l'Union européenne a déclaré que les mesures adoptées par le Royaume d'Espagne pour réprimer les abus de contrats temporaires dans les administrations publiques [ne sont pas] suffisamment efficaces » et prenne donc des mesures plus fortes. **L'articulation entre mobilisations des salarié·es et recours juridique a permis cette importante victoire.**



ÉTATS-UNIS LA GRÈVE FAIT PLIER FORD, STELLANTIS ET GENERAL MOTORS ET PERMET DES ACQUIS AILLEURS AUSSI. Des hausses de salaires de 25% en quatre ans et demi ; une grille salariale réunifiée ; de meilleures retraites ; la titularisation des contrats à durée déterminée ; et même une réouverture d'usine. Après six semaines de grève, les ouvriers de l'automobile, avec leur syndicat United Auto Workers (UAW), ont décroché des revalorisations comme on n'en avait plus vu depuis des décennies à Detroit. Anecdote significative : **à peine signé l'accord couvrant les dizaines de milliers d'ouvriers des trois entreprises qui avaient fait grève, les patrons de Toyota annonçaient des augmentations salariales non prévues !**



UKRAINE DANS LA RÉGION DE CHERNIHIV, LE PERSONNEL DE SANTÉ LICENCIÉ EST RÉINTÉGRÉ. Alors que la direction avait décidé plusieurs licenciements, le syndicat local indépendant des travailleurs et travailleuses de la santé, soutenu par le mouvement Sois comme Nina, a exigé de contrôler les comptes de l'hôpital. Le montant faramineux du salaire du directeur et des principaux responsables ont été mis en évidence. **Le directeur s'est enfui. Le processus de réintégration du personnel est enclenché.**



BANGLADESH LA GRÈVE POUR OBTENIR LE PAIEMENT DU SALAIRE. Environ 4 500 travailleurs et travailleuses de l'usine de vêtements Mahmud Jeans, dans le sous-district de Kaliakoir à Gazipur, ont cessé le travail le 17 février, pour réclamer des salaires impayés. **Après 5 heures de grève, la direction s'est engagée à régulariser la situation.**



ANGLETERRE LES PATRONS CÈDENT PAR CRAINTE D'UNE GRÈVE MASSIVE. Le syndicat Rail Maritime Transport (RMT), fortement implanté au métro de Londres, avait organisé une grève pour fin février. Les patrons savent ce qu'est un rapport de force : la menace d'une grève massive a permis d'obtenir une augmentation

salariale de 5%, portée à 10% pour les plus salaires. Le syndicat a aussi obtenu une amélioration des facilités de circulation du personnel sur les services ferroviaires nationaux.



EGYPTE LA GRÈVE MALGRÉ LE RÉGIME RÉPRESSIF. Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise Ghazal Al-Mahalla ont fait grève, du 22 au 29 février, pour exiger des augmentations de salaire. En Egypte, le syndicat officiel est au service de l'Etat. **Malgré cela, malgré la répression généralisée dans le pays, malgré l'arrestation de grévistes, l'action collective existe et se développe. C'est la voie de la démocratie et de l'émancipation.**



Pologne LA CRÉATION D'UN SYNDICAT À FIEGE ZALANDO, PRÈS D'OLSZTYNEK, AMÉLIORE LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Pendant des années, on a dit aux employé·es, majoritairement des femmes, de cette usine qu'il était impossible de former un syndicat. Et pourtant, avec Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (OZZ IP) ça a marché, et comment! Le syndicat s'est structuré, des formations ont été organisées, un soutien interprofessionnel a été mis en place, une information régulière a été faite au personnel, et ... une première grève a eu lieu. **Les conditions de travail s'améliorent, les salaires les plus bas sont revalorisés, des contrôles sur le personnel sont supprimés, les droits syndicaux sont renforcés.**



POLYNÉSIE SIX SEMAINE DE GRÈVE DANS LES USINES D'HYDROCARBURE Durant presque un mois demi, le patronat de Pacific Shell, Petropol, STDO, STDP, SOMSTAT et Total a refusé de négocier. **Enfin, après six semaines de grève, il a dû signer un accord entérinant des augmentations salariales.**



GRÈCE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE PERMET LA CRÉATION DE SYNDICATS ET DEUX GRÈVES DÉBOUCHENT SUR DES AUGMENTATIONS SALARIALES.

Depuis plusieurs mois, des salarié·es des centres d'appels Teleperformance et Webhelp situés en Grèce se mobilisaient pour créer un syndicat dans leur entreprise. Soutenu·es par l'UGTT (Tunisie) et SUD-Solidaires, c'est aujourd'hui chose faite même si les patrons de Teleperformance tentent encore des recours juridiques. Deux grosses journées de grève ont déjà eu lieu mobilisant plusieurs milliers de salarié·es, pour les salaires et les conditions de travail. A cela s'ajoute, la question des papiers : ces entreprises font venir du monde entier des salarié·es, pour prendre des appels dans différentes langues pour des entreprises comme Amazon ou Mercedes. Webhelp-Concentrix vient d'accepter d'ouvrir les négociations et Teleperformance, lui, vient d'augmenter les salarié·es les plus ancien·es. **Prolongeant ce travail syndical, un meeting international rassemblant des syndicalistes de centres d'appel du Cameroun, des Etats-Unis, d'Espagne, du Maroc et de Tunisie a eu lieu fin février.**



SUISSE UNE ACTION AU RÉSULTAT IMMÉDIAT À BERNE POUR DES TRAVAILLEURS HONGROIS SUREXPLOITÉS. Depuis des semaines, des travailleurs de la construction embauchés en Hongrie devaient manger, dormir et survivre sur place, entre la saleté et les outils. Ils se sont fait arnaquer de milliers de francs de salaire. Avec les travailleurs, le syndicat UNIA a organisé une action devant le chantier, et le travail a été interrompu. **Aussitôt, la société donneuse d'ordre, Roga Generalunternehmung GmbH, a réglé à la place de la boîte de sous-traitance, les sommes dues aux ouvriers.**



ITALIE GRÈVE SUR UNE BASE DE L'OTAN.

Les travailleurs et travailleuses des entreprises de sous-traitance SG Prosperity et Gricignano 3 se sont mis en grève, le 21 février. Ils et elles travaillent sur la base de l'OTAN située à Gricignano. L'OTAN a besoin de personnel de service mais se moque qu'ils et elles n'aient pas perçu de salaire depuis le début de l'année. **Soutenu·es par le syndicat local de la Confederazione Unitaria di Base (CUB), les salarié·es ont obtenu leur dû.**



Un outil international au service des collectifs syndicaux de base, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes :

laboursolidarity.org

Les solidaires en action

L'Union départementale Solidaires 93 est riche d'une histoire de 25 années d'existence. Elle vise d'ailleurs à verser ses premières archives dans des fonds publics. Il faut dire que ses activités, qui continuent à se développer et à s'adapter aux réalités d'un territoire qui poursuit sa désindustrialisation au profit du développement du tertiaire et des entrepôts logistiques, ont besoin de place.

Rien que depuis 2016, Solidaires 93 a pris part à de nombreux combats. Des combats collectifs et sociétaux comme dans **les hôpitaux du département** ou **les Ehpad**, dans **les mairies**, **les universités** ou **les établissements scolaires**. Mais aussi dans des combats juridiques aux côtés des équipes de **la piscine municipale** de Saint-Denis

sur leur convention collective, celui de **Jamila, comédienne licenciée** en raison de sa grossesse à Stains, **des travailleurs sans papiers** d'une école privée, renvoyée pour fait grève, à Aubervilliers, **les salariés**



à HM liquidés au Bourget, les salariés maltraités d'une association de réinsertion à La Courneuve... Ce sont les aussi les centaines de sans papiers accueillis dans les permanences de l'Union locale de Montreuil. Et bien sûr l'UD a porté les **lutttes nationales interprofessionnelles** sur son territoire comme les deux grèves comme les **retraites** ou les **injustices** issues de la crise COVID. Mais aussi les luttes récentes contre la **loi dégueulasse Darmanin** contre les immigrés (nombreux dans le département) ou l'exigence d'un cessez-le-feu à Gaza.

De ces luttes du territoire, Solidaires 93 tente d'en **faire des luttes communes**, portées par l'interprofessionnelle en soutien aux syndicats et de les visibiliser au mieux, notamment via son site internet fourni. Mais aussi en visant le **développement d'Unions locales** qui permettent aux militants de différents secteurs de se rencontrer.

Ces dernières années, le syndicat poursuit un travail de longue haleine, notamment sur les **questions écologiques et du travail** en s'opposant aux JOs/JOPs ou au futur grand centre logistique de l'Île de Saint-Denis. Il s'oppose

aussi aux recompositions du territoire en refusant les refontes des fonctionnements scolaires qui renforcent les inégalités, la fusion de territoire (comme celle des villes de Saint-Denis et Pierrefitte) ou la suppression d'hôpitaux (comme la maternité des Lilas). **Plus largement, depuis sa campagne de 2016 demandant 4 milliards pour les services publics, le syndicat n'a de cesse de documenter et de s'opposer à la disparition de ces services sur son territoire, le plus pauvre de France métropolitaine.** La dernière grande campagne concerne l'éducation avec la revendication d'un Plan d'urgence pour le département!

Si vous passez par là, n'hésitez pas à les contacter, d'Aulnay à Bobigny en passant par Noisy le Grand ou Pantin, il y a toujours une AG quelque part...

contact@solidaires93.org
solidaires93.org

Et pour une histoire plus longue, lire l'article **Que peut une UD en Seine-Saint-Denis** paru dans le numéro 23 **des Utopiques**.

